

UNIVERSITE

# La Longue Marche



Le Centre universitaire au Limpertsberg: bientôt une "vraie" université? (photo: Christian Mosar)

Depuis dix ans, les acteurs et actrices de l'enseignement supérieur le revendiquent: le Luxembourg doit se doter d'une "vraie" université. Après de nombreux combats d'arrière-garde, les responsables politiques ont-ils/elles cédé?

Un an, presque jour pour jour, après avoir présenté son Livre blanc de l'enseignement supérieur, Erna Hennicot-Schoepges, la ministre en charge, a réinvité la presse mercredi dernier pour exposer ses projets universitaires. Si le Livre blanc s'en tenait à l'adjectif - "Centre *universitaire*" et "Zone d'activité *universitaire*" - désormais l'usage du nom est officialisé: "*Université* de Luxembourg". Ce changement de dénomination est hautement symbolique. Jusque-là, l'utilisation du terme était plutôt évitée par les politicien-ne-s du PCS, afin de se démarquer des partisan-e-s d'une université complète, c'est à dire offrant des cycles complets dans un certain nombre de disciplines.

### Enfin!

"Ce projet représente un pas en avant, si on le compare au programme de gouvernement et au Livre blanc, qui exprimaient encore une attitude négative", estime Ben Fayot, député du POSL, interrogé par le WOXX. Robert Garcia, député des Verts, trouve également que c'est une

bonne chose que de refondre la loi de 96 et de créer une structure unique là où se côtoient des institutions isolées. "On peut regretter que la piste des spécificités luxembourgeoises, multilinguisme et institutions européennes n'ait pas été suivie encore plus loin", déplore-t-il. L'Université de Luxembourg sera répartie sur trois sites. Les Lettres et les Sciences humaines resteront au Limpertsberg, et à Walferdange, autour de l'ISERP, se constituera un pôle tourné vers les Sciences de l'éducation. Enfin, sur le nouveau site de Belval-Ouest, on rassemblera Sciences, Technologie et Médecine. "La décentralisation est une bonne chose", approuve Ben Fayot. "Mais ne pourrait-on pas rajouter l'Education au Limpertsberg? Mieux vaut n'avoir que deux sites, mais qui font le poids", critique-t-il.

Parmi les surprises agréables, signalons la disparition de la prose néolibérale sur "le marché de l'enseignement supérieur", une des verrues du Livre blanc. Par contre, le texte de la ministre parle de la nécessité de créer "une masse critique d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs". Auparavant, le discours officiel disait préférer avoir "la classe" plutôt que la masse. Erna Hennicot-Schoepges compte passer de 2.500 étudiant-e-s, actuellement, à 4.000 en 2006.

### Du nouveau avec du vieux

Malgré l'effet d'annonce, les étudiant-e-s et enseignant-e-s sont sceptiques. D'année en année, ils ne voient que peu de choses changer, et pas toujours pour le meilleur. Un des problèmes est le difficile apprentissage d'une culture d'autogestion. Des structures d'autonomie telles qu'un CA non pas élu, mais nommé, ne facilitent pas la

chose. Devant la Commission de l'Education supérieure, la ministre aurait annoncé vouloir clarifier la situation au Centre universitaire. Face à la presse, c'est moins net: "Pour les détails, il faut voir, mais la loi de 96 n'est pas si mal", assure-t-elle. Ben Fayot se montre plus exigeant: "Avant de refaire une nouvelle loi, il faut tirer les leçons des problèmes d'application de la présente."

Le principal hic des projets gouvernementaux: ils reprennent bien les premiers cycles existants ainsi que les projets de 3e cycle et les structures de recherche, mais il reste un grand vide au niveau des seconds cycles. Actuellement la création de cycles complets est possible, mais seulement en coopération avec des partenaires étrangers. En pratique, c'est un échange à sens unique. Par exemple: Paris II fournit la maîtrise en Droit financier aux Luxembourgeois-es et peut - théoriquement - nous envoyer des Parisien-ne-s.

L'argument pour priver le Luxembourg de ce "missing link" est toujours le même. Les étudiant-e-s issu-e-s du très provincial Grand-Duché gagneraient à prendre l'air du large. Lors du débat public organisé par le WOXX en mai 2000, Jean-Paul Lehnens, professeur au Centre universitaire a montré l'absurdité de cette théorie: "Où est l'avantage, si des centaines d'étudiant-e-s peuvent étudier à Trêves en faisant la navette tous les jours? Et faudrait-il interdire aux Trévères d'étudier dans leur ville?"

### Masse critique

L'audace toute relative des propositions de la ministre a-t-elle donné lieu à des tractations internes? Toujours est-il que la presse a été gratifiée d'un schéma de plus que les membres de la commission. On y voit une carrière d'étudiant-e: du premier cycle au troisième, en passant par une station appelée "mobilité". Interrogée sur la contradiction entre "masse critique" et absence de seconds cycles, Erna Hennicot-Schoepges s'est encore rabattue sur la vieille argumentations: "Notre université ne doit pas privilégier la masse, mais la qualité. Nous ne souhaitons certainement pas accumuler, comme à l'étranger, 20.000 étudiants." Or Ben Fayot estime que par rapport à notre population, il serait normal d'avoir 12 à 15.000 étudiant-e-s.

Masse critique ou pas? Le terme est emprunté à la physique nucléaire, où il est associé à celui de réaction en chaîne. La hantise du PCS est de ne plus pouvoir dompter une jeunesse universitaire qui ferait souffler un vent de modernité sur notre pays. L'Université de Luxembourg: un tigre de papier ou des petits lionceaux qui deviendront grands?

Raymond Klein

### Protest gegen Prostituierte

Der transplantierte Straßenstrich sorgt weiterhin für Aufregung. Nach einer Aktion von EinwohnerInnen der Sauerwiss am Wochenende wird nun für Freitag Abend zu einer weiteren "marche contre la prostitution" aufgerufen. Auffällig ist dabei, dass es bei dieser Unmutsbezeugung vor allem den Prostituierten selbst an den Kragen geht, die sich anscheinend nicht an die per Reglement festgeschriebenen Grenzen des "Sperrbezirks" halten. Die Klienten dagegen bzw. die Gemeindeverantwortlichen, die den Strich an diesen Ort verlagert haben, scheinen nicht im Visier zu sein. Belästigt fühlt sich die Einwohnerschaft der Sauerwiss nicht nur durch die Tatsache, dass sie auf ihrem Nachhauseweg fast zwangsläufig mit der Straßenprostitution konfrontiert werden, sondern der Ärger bezieht sich zudem darauf, dass die sexuellen Dienstleistungen zum Teil auch auf den Parkings des Wohnviertels absolviert würden. Ein runder Tisch mit allen Betroffenen im Vorfeld der Entscheidung des Gemeinderats hätte wohl manchen vorprogrammierten Konflikt vorbeugen können. Präzise Forderungen oder Vorschläge sind der Pressemitteilung der Initiative nicht zu entnehmen.

### Nouvelle régularisation nécessaire

"Volonté d'intégrer par la régularisation ou prétexte pour se défaire et exclure?" Voilà le titre qu'a donné l'ASTI à un document contenant ses propositions quant aux améliorations indispensables de la régularisation qui a démarrée le 15 mai dernier. A part les dates à justifier par les personnes pour pouvoir bénéficier d'une telle procédure et qui excluent trop de personnes (selon l'ASTI: plus de 3.000), l'association s'étonne aussi que la formule choisie par le gouvernement n'est basée sur aucun texte écrit. "Le moindre règlement grand-ducal aurait exigé des avis, comme celui du Conseil d'Etat ou du Conseil National pour Etrangers. Pas mal d'incongruités auraient pu être évitées. Tout recours devient presque impossible." Voilà, entre beaucoup d'autres raisons, pourquoi l'ASTI "exige" que le gouvernement informe l'opinion publique de sa décision de renvoyer de force 3.000 personnes, dont femmes et enfants, et "estime" que le cadre restrictif retenu par le gouvernement rend nécessaire d'ores et déjà une deuxième opération de régularisation. Ce que Luc Frieden - et les autres responsables politiques - ne devraient faire volontairement qu'au prochain besoin d'un prétexte pour se défaire et exclure.

### Clearstream in trouble (suite)

Le feuilleton continue. Il y a l'enquête pour blanchiment ouverte contre Clearstream, suite à la publication de "Révélation\$". Mais jour après jour d'autres cadavres - présumés innocents - pointent le bout de l'orteil. André Lussi dément tout. L'existence d'un fonds de pensions complémentaires de la société à l'île Guernesey est révélée. Le responsable des ressources humaines est suspendu, mais dément tout à son tour. Même le FBI s'intéresse à la société de clearing: Les milliards russes du FMI auraient été blanchis par ses soins. Honni soit... Dans sa série de contre-révélations, le Tagblatt en est à cinq scénarios possibles de conspirations des concurrents de Clearstream. Et la Commission parlementaire des finances, après avoir entendu la direction de la CSSF, rapporte que rien ne confirme les reproches contre la société. Jeannot Krecké (POSL) a tout de même rajouté "pour le moment." François Bausch (Déi Gréng) en a plutôt retenu l'impression d'un sentiment d'impuissance des autorités face à la complexité des structures financières. "Il ne faut pas s'enfoncer la tête dans le sable. Le mérite de Révélation\$ est d'avoir lancé le débat", dit-il. Le député vert se prononce pour un contrôle démocratique de la sphère financière.

